



Mairie de Claix

Place Hector Berlioz – 38640 Claix
04 76 98 15 36 – Fax 04 76 98 82 81
www.ville-claix.fr

COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 10 NOVEMBRE 2020

PRESENTS : M. Christophe REVIL-Maire, adjoints : Mme. MN STRECKER, M. P ROUSSET, Mme. B BERTHON, M. Y PASDRMADJIAN, M. JL BOUCHAUD, Mme. S. IMBERT, M. J TOMASINO ; Conseillers municipaux : M. M PELLOUX-PRAYER, Mme. M BRUN, M. R DA SILVA, Mme. M TROUILLEAU, M. R KELLER, Mme. J GIRAUD, M. F GIRARD, Mme. A CHIANTIA, M. S MOREL, M. F GUITTON, Mme. N COTTE, Mme. I COMTE DELPLACE, M. L MARTIGNAGO.

ABSENTS :

POUVOIRS : Mme S ALPHONSE à Mme MN STRECKER ; Mme C RANGOD à Mme. S IMBERT ; M. R TRECOZZI à M. JL BOUCHAUD ; Mme. A BOUCHET BERTOLINO à Mme M TROUILLEAU ; Mme. M MURIDI à Mme. M BRUN ; Mme. L FINET à Mme. A CHIANTIA ; M. D CAIROLA à Mme N COTTE ; M. Y GUERIN à Mme. I COMTE DELPLACE.

DESTINATAIRES :

Mesdames et Messieurs les Conseillers Municipaux.
Madame Christine ROCHA- Directrice Générale des Services.

OUVERTURE DE LA SEANCE : 19H01

Après le constat des conseillers municipaux et validation du quorum, Madame Martine BRUN est nommée par le conseil municipal en qualité de secrétaire de séance.

CLOTURE DE LA SEANCE : 20H09

Précédent compte-rendu : du 23/09/2020.

Procès-verbal du conseil municipal: du 23/09/2020. Vote : à l'unanimité.

Décisions du maire : prise dans le cadre de ses délégations, sont présentées.

Signature des documents :

- Feuille de présence du Conseil Municipal du mardi 10 novembre 2020
- Approbation des délibérations du conseil municipal du 23 septembre 2020,

ORDRE DU JOUR

N°	OBJET DES PROJETS DES DELIBERATIONS	SERVICE / RAPPORTEUR
Affaires Générales		
1	Ouvertures Dominicales 2021	CR /AG
2	Adoption du règlement intérieur du Conseil Municipal	CR /AG
3	Attribution d'une subvention exceptionnelle à l'amicale du personnel de la ville de Claix	CR /AG
4	Rapport d'observations définitives Grenoble-Alpes Métropole (chauffage urbain) au cours des exercices 2015 à 2018	CR /AG
FINANCES ANALYSE COMMANDE PUBLIQUE		
5	Décision modificative N°1 Budget Principal 2020 de la ville	BB/FACP
6	Avis conforme pour emprunt CCAS	BB/FACP

7	Emprunt pour financer les investissements 2020	BB/FACP
8	Création d'une Commission d'Appel d'Offres et élection de ses membres	BB/FACP
DIRECTION TECHNIQUE AMENAGEMENT ENVIRONNEMENT		
9	Renouvellement de la Commission Communale pour l'accessibilité aux personnes handicapées	RDS /DTAE
10	Approbation d'une Convention de fond de concours pour l'aménagement de la rue Lesdiguières	CR/DTAE

1/ Ouvertures dominicales 2021

Le Rapporteur EXPOSE

- VU les avis des organisations syndicales d'employeurs et de salariés,
- VU la demande formulée par courrier par un commerçant,
- VU la Loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques,
- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2212-1 et suivants,
- VU le Code du Travail, et notamment ses articles L3132-26, L3132-27 et R3132-21,

■ **CONSIDERANT** que dans les établissements de commerce de détail où le repos hebdomadaire a lieu normalement le dimanche, l'obligation de ce repos peut être supprimée, par décision du maire prise après avis du conseil municipal. Le nombre de ces dimanches ne peut excéder douze par année civile. La liste des dimanches est arrêtée avant le 31 décembre, pour l'année suivante par le Maire,

■ **CONSIDERANT** la nécessité d'accorder aux commerces Clairois, les ouvertures dominicales à l'occasion d'une fête locale, d'une manifestation commerciale, des dimanches qui précèdent les fêtes de fin d'année et des périodes de soldes notamment, dans la limite et le respect de la législation en vigueur,

■ **PROPOSE** d'émettre un avis favorable/défavorable sur le projet d'ouvertures dominicales 2021, à savoir 12 ouvertures dominicales.

Modalités de vote : à la majorité (29 votants)

28 voix pour l'approbation de la présente délibération

01 voix contre

2/ Adoption du règlement intérieur du Conseil Municipal.

Le Rapporteur EXPOSE

- VU l'article L.2121-8 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- **CONSIDERANT** que l'article L.2121-8 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que « dans les communes de 3500 habitants et plus, le conseil municipal établit son règlement intérieur dans les six mois qui suivent son installation »,
- **CONSIDERANT** qu'un projet a été élaboré comportant un certain nombre de dispositions relatives au fonctionnement d'une assemblée municipale,

■ **PROPOSE** au conseil municipal d'adopter le règlement intérieur ci-joint, qui pourra être applicable dès la prochaine séance du conseil municipal.

Modalités de vote : à l'unanimité (29 votants)

3/ Attribution d'une subvention exceptionnelle à l'amicale du personnel de la Ville de Claix.

L'article 9 de la loi du 13 juillet 1983 modifié définit l'action sociale de la manière suivante : « L'action sociale, collective ou individuelle, vise à améliorer les conditions de vie des agents publics et de leurs familles, notamment dans les domaines de la restauration, du logement, de l'enfance et des loisirs, ainsi qu'à les aider à faire face à des situations difficiles. ».

En outre, l'article 9 de la loi du 13 juillet 1983 prévoit la possibilité, pour les collectivités locales, de confier tout ou partie de leur action sociale à un organisme à but non lucratif ou à une association régie par la loi du 1er juillet 1901.

CONSIDERANT que La Ville de Claix a pour ambition de développer l'action sociale envers ses agents par le biais d'un partenariat avec l'association de l'Amicale du personnel de la Ville de Claix.

CONSIDERANT que l'association doit poursuivre ses actions jusqu'au vote de la prochaine subvention.

CONSIDERANT la demande d'attribution de subvention exceptionnelle d'un montant de 6500 euros (six mille cinq cent euros)

PROPOSE d'approuver l'octroi d'une subvention exceptionnelle d'un montant de de 6500 euros (six mille cinq cent euros) à l'amicale du personnel de la ville de Claix.

Modalités de vote : à l'unanimité (29 votants)

4/ Rapport d'observations définitives Grenoble-Alpes Métropole (chauffage urbain) au cours des exercices 2015 à 2018

Le Rapporteur EXPOSE

La chambre régionale des comptes (CRC) Auvergne-Rhône Alpes a procédé, dans le cadre de son programme de travail, à une enquête sur le chauffage urbain pour les exercices 2015 à 2018.

Le rapport d'observations définitives a été notifié le 9 septembre 2020 au Président de Grenoble Alpes Métropole.

L'article L 243-6 du Code des juridictions financières, dispose que « le rapport d'observations est communiqué par l'exécutif de l'établissement public (Grenoble Alpes Métropole) à son assemblée délibérante..., cette présentation a été communiquée aux conseillers métropolitains lors de la séance du 16 octobre 2020.

Dans un délai d'un an, il sera présenté, devant cette assemblée, les actions entreprises à la suite des observations de la chambre régionale des comptes formulées dans ce rapport.

VU l'article L5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret 2014-1601 du 23 décembre 2014 portant création de la métropole dénommée « Grenoble Alpes Métropole »

CONSIDERANT que Lors de sa séance du 26 mai 2020, la chambre a arrêté ses observations définitives qu'elle a transmises au président de la communauté d'agglomération pour être communiquées à son assemblée délibérante. La présentation du rapport ayant eu lieu, je vous adresse en application de l'article L. 243-8 du code des juridictions financières ces observations

définitives qui doivent être présentées au plus proche conseil municipal et donner lieu à un débat.

PROPOSE

- Prendre acte du rapport d'observations définitives de la Chambre régionale des Comptes Auvergne-Rhône –Alpes concernant l'enquête chauffage urbain pour les exercices 2015 à 2018 et des recommandations principales suivantes :
 - Recommandation N° 1 : détailler davantage les rapports de présentation budgétaire concernant les différents réseaux gérés par la régie
 - Recommandation N°2 : procéder sans délai au transfert de propriété d'au moins deux-tiers des actions détenues dans le CCIAG par la commune de Grenoble à la métropole.
 - Recommandation N°3 : formaliser la procédure de demande de dérogation à l'obligation de classement.
 - Recommandation N° 4 : régulariser à très court terme les conditions d'exploitation du réseau d'exhaure avec la SEM inno Via.

Modalités de vote : Prend acte (29 votants)

5/ Décision modificative N°1 Budget Principal 2020 de la ville

Le Rapporteur expose :

VU la délibération n° 09/2020 du 20 février 2020 approuvant le Budget primitif 2020 de la ville,

RAPPELLE que le Conseil Municipal vote le Budget Primitif par chapitre. Les crédits supplémentaires doivent être couverts soit par augmentation des recettes, soit par diminution de crédits disponibles sur d'autres comptes et doivent faire l'objet d'un vote par l'assemblée délibérante,

PROPOSE les ajustements suivant :

- D'augmenter de quatre cent euros (400€) les crédits du compte 266 (Autres formes de participation) afin d'adhérer à l'association des Eaux de Furonières.
- De diminuer de quatre cent euros (400€) les crédits du compte 21318 (Autres bâtiments publics)
- D'augmenter de vingt-six mille euros (26 000€) les crédits du compte 2031 (Frais d'études) afin d'engager l'étude OAP entrée Nord.
- De diminuer de dix mille euros (10 000€) les crédits du compte 2152 (installation de voirie)
- De diminuer de seize mille euros (16 000€) les crédits du compte 21318 (Autres bâtiments publics)
- D'augmenter de vingt-deux mille euros (22 000€) les crédits du compte 2031 (Frais d'études) afin d'engager l'étude de faisabilité de la restructuration de l'école Jules Ferry.
- De diminuer de vingt-deux mille euros (22 000€) les crédits du compte 2313 (travaux en cours de constructions)
- D'augmenter de quatorze mille euros (14 000€) les crédits du compte 2051 (logiciel) afin d'engager la refonte du site internet
- De diminuer de quatorze mille euros (14 000€) les crédits du compte 21318 (Autres bâtiments publics)

- D'augmenter de six mille euros (6 000€) les crédits du compte 2031 (Frais d'études) afin d'engager l'étude de l'étang des Bauches.
- De diminuer de six mille euros (6 000€) les crédits du compte 2113 (Terrains aménagés autres que voirie)

Désignation	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
Investissement		
D : 266 (chapitre 26) Autres formes de participation		400€
D : 2031 (chapitre 20) Frais d'études		54 000€
D : 2051 (Chapitre 20) Logiciel		14 000€
D : 21318 : (chapitre 21) Autres bâtiments publics	30 400€	
D : 2152 (chapitre 21) Installation de voirie	10 000€	
D : 2113 (chapitre 21) Terrains aménagés autres que voirie)	6 000€	
D : 2313 (Chapitre 23) Travaux en cours de constructions	22 000€	

Modalités de vote : à la majorité (29 votants)

24 voix pour l'approbation de la présente délibération

05 voix contre

6/ Avis conforme pour emprunt CCAS.

Le rapporteur RAPPELLE que le Centre Communal d'Action Sociale a voté son budget primitif le neuf mars deux mille vingt. Celui-ci comporte en section d'investissement des travaux de mutualisation de la halte-garderie petit prince, financés pour partie par un emprunt de cent quarante mille euros (140 000€).

Conformément à la réglementation, le Conseil Municipal doit émettre un avis conforme sur l'emprunt sollicité par le CCAS.

Vu l'article L 2121-34 du code Général des Collectivités Territoriales,

CONSIDERANT que l'emprunt sollicité augmenté de l'encours des autres emprunts, ne dépasse pas le montant ordinaire des revenus du Centre Communal d'Action Sociale et que sa durée de remboursement sera fixée à dix ans.

Modalités de vote : à l'unanimité (29 votants)

7/ Emprunt pour financer les investissements 2020

VU la délibération n° 09/2020 du 20 février 2020 approuvant le Budget primitif 2020 de la ville,

Le Rapporteur EXPOSE au Conseil Municipal que lors du vote du Budget primitif 2020, le conseil municipal s'est prononcé pour un emprunt d'un million deux cent mille euros (1 200 000€) pour financer les investissements 2020. Cette recette est prévue à la ligne budgétaire : chapitre 16, article 1641.

Le Rapporteur PRESENTE les caractéristiques principales de l'offre de financement, pour financer les travaux 2020 :

Score Gissler : 1A

Montant du contrat de prêt : 1 200 000 €uros

Durée du contrat de prêt: 15 ans

Versement des fonds : à la demande de l'emprunteur jusqu'au 18/12/2020, en une, deux ou trois fois avec versement automatique à cette date

Taux d'intérêt annuel : Taux fixe de 0.31%

Base de calcul des intérêts : mois de 30 jours sur la base d'une année de 360 jours

Echéances d'amortissement et d'intérêts : périodicité trimestrielle

Mode d'amortissement : constant

Remboursement anticipé : autorisé à une date d'échéance d'intérêts pour tout ou partie du montant du capital restant dû, moyennant le paiement d'une indemnité actuarielle

Commission d'engagement : 0.05% du montant du contrat de prêt (600€)

Le conseil municipal après avoir pris connaissance de l'offre de financement et des conditions générales version CG-LBP-2020-11 y attachées proposées par La Banque Postale.

PROPOSE d'approuver les caractéristiques de l'offre de financement ainsi que les conditions générales version CG-LBP-2020-11 se rapportant à cette offre.

Modalités de vote : à la majorité (29 votants)

24 voix pour l'approbation de la présente délibération

05 abstentions

8/ Création d'une Commission d'Appel d'Offres et élection de ses membres

Le rapporteur RAPPELLE, au Conseil Municipal l'application des différentes directives des articles : Selon l'article L.1414-2 du code général des collectivités territoriales (CGCT), la commission d'appel d'offres (CAO) est l'organe chargé d'examiner les candidatures et les offres et d'attribuer les marchés dont la valeur estimée hors taxe est égale ou supérieure aux seuils européens fixés par décret. Elle émet également un avis pour les avenants supérieurs à 5 % sur ces marchés.

Il est proposé au conseil municipal d'élire la CAO qui aura un caractère permanent, c'est à dire qu'elle est mise en place pour toute la durée du mandat. Il est toutefois précisé qu'il est possible d'instituer d'autres commissions d'appel d'offres au fur et à mesure de l'apparition des besoins au cours du mandat.

La composition de la commission d'appel d'offres est réglementée par l'article L.1411-5 du CGCT. Pour les communes supérieures à 3 500 habitants, il s'agit de procéder à l'élection à la représentation proportionnelle au plus fort reste de cinq membres titulaires et cinq suppléants.

Le remplacement total de la CAO n'est obligatoire que dans le cas où sa composition ne permet plus de garantir l'expression pluraliste des élus en son sein, conformément aux prescriptions de l'article L.2121-22 du CGCT.

La commission d'appel d'offres est présidée par celui qui dispose de la compétence pour signer le marché concerné.

Les membres ont voix délibérative et en cas de partage égal des voix, le président bénéficie d'une voix prépondérante.

Il est pourvu au remplacement d'un membre titulaire de la commission d'appel d'offres par le suppléant inscrit sur la même liste. En cas d'absence du président de la commission, celui-ci peut accorder une délégation ponctuelle, ou permanente, à un élu. Le bénéficiaire ne doit pas faire partie des membres de la commission d'appel d'offres.

Le délai d'envoi des convocations est fixé à 5 jours francs.

Lorsqu'ils y sont invités par le président de la commission, le comptable de la collectivité et un représentant du ministre chargé de la concurrence peuvent participer, avec voix consultative, aux réunions de la commission.

Peuvent également participer à la commission, avec voix consultative, des personnalités ou un ou plusieurs agents de la collectivité territoriale désignés par le président de la commission, en raison de leur compétence dans la matière qui fait l'objet de la consultation.

Un procès-verbal est dressé lors de chaque réunion. Il doit faire apparaître la motivation des décisions et chaque membre peut demander à ce que ses observations soient consignées sur ce procès-verbal.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.1414-2 ; 1411 -5 ;

Vu le code de la commande publique;

En application des dispositions de l'article L.1411-5 du code général des collectivités territoriales publics relatif à la composition des commissions d'appel d'offres des collectivités territoriales, le conseil municipal procède à l'élection de membres titulaires et suppléants qui siègeront en la commission d'appel d'offres à caractère permanent.

Détermination du nombre de sièges :

Liste majorité : 4

Liste opposition : 1

CONSIDERANT que dans les communes de 3 500 habitants et plus, le président est l'autorité habilitée qui dispose de la compétence pour signer les marchés publics ou son représentant.

Le Rapporteur PROPOSE de procéder à la désignation, comme suit :

	TITULAIRES	SUPPLEANTS
N°1	Mme Béatrice BERTHON	Mme Sandrine IMBERT
N°2	Mme Sylvie ALPHONSE	M Raphaël DA SILVA
N°3	M Joseph TOMASINO	Mme Josiane GIRAUD
N°4	M Yannick PASDRMADJIAN	Mme Martine BRUN
N°5	Mme Nathalie COTTE	M Dominique CAIROLA

Modalités de vote : à l'unanimité (29 votants)

9/Renouvellement de la Commission Communale pour l'accessibilité aux personnes handicapées.

Le Rapporteur EXPOSE :

Dans les communes de 5 000 habitants et plus, il doit être créé une commission communale pour l'accessibilité aux personnes handicapées composée notamment des représentants de la commune, d'associations d'usagers et d'associations représentant les personnes handicapées.

La loi « pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées » du 11 février 2005, notamment l'art. 46, et ses nombreux décrets d'application apportent des évolutions fondamentales afin de répondre aux attentes des personnes en situation de handicap.

Cette commission dresse le constat de l'état d'accessibilité du cadre bâti existant, de la voirie, des espaces publics et des transports. Elle établit un rapport annuel présenté en Conseil municipal et formule toutes propositions utiles de nature à améliorer la mise en accessibilité de l'existant.

Le rapport présenté au Conseil municipal sera transmis au représentant de l'Etat dans le département, au Président du Conseil Départemental, au Conseil départemental consultatif des personnes handicapées, ainsi qu'à tous les responsables des bâtiments, installations et lieux de travail concernés par ce rapport.

Cette commission organise également un système de recensement de l'offre de logements accessibles aux personnes handicapées.

La commission communale d'accessibilité est présidée par le Maire ou son/sa représentant/e qui fixe par arrêté municipal la liste des membres de la commission.

La commission est composée de :

- représentants de la commune
- représentants associatifs des 5 types de handicap (Visuel – Moteur – Auditif – Mental – Psychique)
- représentants d'associations d'usagers ou de structures spécialisées
- habitants porteurs d'un handicap pour les 5 types de handicap
- d'autres personnes dites qualifiées peuvent rejoindre de cette commission (architecte par exemple).

VU l'article 46 de la loi n°2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées.

CONSIDERANT l'importance pour la bonne analyse des dossiers de réunir des compétences transversales afin de prendre en compte des différentes situations de handicap.

Le Rapporteur PROPOSE :

D'autoriser Monsieur le Maire à renouveler la Commission Communale pour l'accessibilité aux personnes handicapées et de désigner par arrêté municipal les représentants.

Modalités de vote : à l'unanimité (29 votants)

10/ Approbation d'une Convention de fond de concours pour l'aménagement de la rue Lesdiguières

Le Rapporteur EXPOSE :

La rue Lesdiguières a fait l'objet d'une opération complète de réaménagement menée entre juin 2019 et février 2020.

Ces travaux ont été réalisés sous maîtrise d'ouvrage de Grenoble Alpes Métropole, autorité qui exerce les compétences voiries et espaces publics, sur la base d'un programme d'améliorations élaboré conjointement par la Métro et par la commune de Claix.

Un ensemble d'améliorations ont ainsi été apportées à cette voie, concernant notamment la circulation des piétons, des vélos, la réduction des vitesses et l'organisation du stationnement.

Conformément aux principes définis pour le financement des travaux sur les voiries métropolitaines, le partage du financement de cette opération est prévu selon la répartition suivante :

Nature des travaux	Financeurs	Montant dans le cadre de l'opération Lesdiguières	Part dans le financement global de l'opération Lesdiguières
Part correspondant aux améliorations destinées aux transports en commun	SMMAG (100%)	150 774,01€ HT	20%
Part correspondant à la remise en état de la voirie à l'identique	Métro (100%)	75 387,00€ HT	10%
Part correspondant à l'ensemble des autres améliorations souhaitées	Métro (50%)	263 854,51€ HT	35%
	Commune (50%)	263 854,51€ HT	35%
Total		753 870,03€ HT	100%

A présent, Grenoble Alpes Métro sollicite la Commune pour la signature d'une convention de fond de concours. Cette convention vise à acter le versement par la Commune de Claix à la Métro du montant de 263 854,51€ correspondant à la participation communale pour le réaménagement de la rue Lesdiguières, et à définir les modalités de ce versement.

VU la convention de fond de concours ci-jointe,

Le Rapporteur PROPOSE d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention de fond de concours pour les travaux de réaménagement de la rue Lesdiguières.

Modalités de vote : à la majorité (29 votants)

24 voix pour l'approbation de la présente délibération.

05 voix contre

Claix le 12 novembre 2020

Date d'affichage : 13/11/2020
Date de retrait : 13/01/2021

Le Maire,

Christophe

